"Il faut que les femmes cadres s'impliquent davantage [dans la vie politique]. Et pour cela, il faut les inciter Ã  faire de la politique. Et, l'Etat doit accompagner la dynamique en prenant des mesures incitatives" dans ce sens, a dit Mme Fall.

Elle s'entretenait avec l'APS vendredi, en marge d'un "atelier de restitution des rÃ©sultats du sondage et de l'Ã©tude sur les perceptions de la loi sur la paritÃ© absolue homme-femme".

Fatma Fall, chargÃ©e de la restitution des rÃ©sultats de l'Ã©tude, a soulignÃ© qu'elle a permis de mesurer "les forces et les faiblesses d'une assemblÃ©e (AssemblÃ©e nationale) fortement fÃ©minisÃ©e, pour garantir l'effectivitÃ© de la loi [sur la paritÃ© homme-femme, pour son application".

Mme Fall, membre de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le dÃ©veloppement (AFARD), pense qu'Ã  cÃ´tÃ© de la comprÃ©hension et de la bonne perception de la loi sur la paritÃ© par la sociÃ©tÃ© sÃ©nÃ©galaise, il doit y avoir un rÃ©el besoin de formation et de renforcement des capacitÃ©s.

"Ce n'est pas seulement pour les femmes. La formation doit toucher aussi bien les hommes que les femmes", a-t-elle prÃ©cisÃ©.

Il faut aussi renforcer l'accÃ¨s des femmes aux financements, renforcer les actions de sensibilisation et de plaidoyer Ã  tous les niveaux, a-t-elle recommandÃ©. La question du leadership fÃ©minin mÃ©rite, Ã  son avis, "une plus grande attention" de la part des autoritÃ©s.

Les leaders de 13 partis politiques sÃ©nÃ©galais, qui ont fait l'objet de l'une des Ã©tudes prÃ©sentÃ©es vendredi, ont assurÃ© qu'ils veilleront au respect de "l'exigence de paritÃ©" en direction des Ã©lections lÃ©gislatives du 1et juillet.

Ces partis ont Ã©tÃ© choisis par le COSEF comme objets d'Ã©tude de la loi sur la paritÃ©, en fonction de leur parcours, leur reprÃ©sentativitÃ© au niveau national et leur prÃ©sence Ã l'AssemblÃ©e nationale, selon Mme Fall.

"Au dÃ©part, les partenaires avaient fixÃ© le nombre de partis Ã Ã©tudier Ã 10. C'est nous qui avons Ã©largi le nombre Ã 13, en y ajoutant de jeunes partis et des partis Ã connotation religieuse. Le constat, c'est que les leaders ont une comprÃ©hension de la loi sur la paritÃ©", a expliquÃ© Fatma Fall.

L'Ã©tude portait essentiellement sur "le rÃ´le des hommes et des femmes en politique", "la pertinence de la loi sur la paritÃ©" et "les rapports de force qui entravent l'Ã©volution des femmes dans les partis".

Le Parlement sÃ©nÃ©galais a votÃ© en 2010 une loi exigeant l'Ã©galitÃ© de nombre entre les hommes et les femmes pour les listes devant conquÃ©rir des "fonctions Ã©lectives ou semi-Ã©lectives". Les Ã©lections lÃ©gislatives de juillet prochain sont le premier test de cette loi.

Source: allAfrica